



LA LETTRE ÉCONOMIQUE D'EGYPTE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE DU CAIRE

N°125 – Février 2022

SOMMAIRE

MACROÉCONOMIE :.....	2
Bilan des accords commerciaux.....	2
Les investissements directs à l'étranger en 2020/21.....	8
POLITIQUES SECTORIELLES :.....	11
L'Égypte: une puissance gazière majeure en méditerranée orientale ?.....	11
Un secteur pétrolier égyptien en pleine mutation.....	16
BREVES ÉCONOMIQUES :.....	20
INDICATEURS :.....	22

ÉDITORIAL

Il n'est malheureusement pas possible de débiter cet éditorial sans faire référence à la crise en Ukraine compte tenu de son impact sur l'environnement économique mondial et plus particulièrement sur la situation en Égypte. Vu du Caire, tous les yeux sont rivés sur les réserves de blé et la capacité des autorités locales à faire face aux besoins de sa population. L'Égypte est en effet le premier importateur de blé au monde. Sur la campagne en cours, la Roumanie demeure le premier fournisseur du ministère de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur via la *General Authority for Supply Commodities* (41% des volumes contractés) au 31 décembre 2021, suivie par la Russie (31%) et l'Ukraine (27%). Selon le ministre des Finances (déclaration antérieure à la crise), la hausse des prix mondiaux du blé devrait coûter à l'Égypte 667 M EUR supplémentaires en 2021/22 (l'allocation budgétaire initiale du GASC était de 4,8 Mds EUR). L'Égypte dispose toutefois de près de cinq mois de réserves de blé (qui comprend les marchandises en cours d'acheminement) alors que la récolte locale, qui couvre la moitié des besoins du

pays, démarrera mi-avril. Si la situation paraît sous contrôle sur les neuf prochains mois, l'Égypte devra nécessairement diversifier ses sources et devrait pouvoir compter sur des approvisionnements en provenance de Roumanie, des États-Unis, du Kazakhstan et bien entendu de France.

La situation en Ukraine devrait également peser sur les recettes touristiques du pays. Selon les dernières déclarations des autorités, le tourisme aurait retrouvé fin décembre 2021 son niveau de 2019 (13 M de visiteurs), soutenu notamment par la reprise des vols en provenance de Russie en août 2021 avec près de 700 000 touristes qui auraient visité l'Égypte l'an dernier. De fait, les prévisions des autorités locales qui tablaient sur un retour progressif de 300 000 touristes russes par mois – niveau qui prévalait en 2015 – seront sévèrement mises à mal.

Par ailleurs, la hausse du prix du gaz devrait avoir un impact limité pour l'Égypte, la stratégie gazière du pays reposant sur des contrats d'achats à long terme avec Israël, volumes destinés à l'export via ses deux usines de liquéfaction qui fonctionnent aujourd'hui à pleine capacité. La majorité des volumes sont destinés à des traders ayant signé des contrats long terme avec EGAS.

Il est enfin trop tôt pour savoir si la crise en Ukraine aura un impact sur le développement de la centrale nucléaire de Dabaa qui est financée par les Russes, ou sur les recettes du canal de Suez en raison de la perturbation possible du trafic maritime en direction et/ou en provenance de la mer Noire.

Au total, il ne devrait pas y avoir de conséquences graves à court terme notamment en termes d'approvisionnement. Mais si le conflit s'inscrit dans la durée, avec des cours du blé durablement élevés et un tarissement du flux de touristes russes (qui avaient apparemment déjà fortement baissés en février), les tensions actuelles sur les liquidités en devises pourraient encore s'affirmer. Cette situation pèserait également sur la position externe du pays et les autorités devront redoubler d'efforts pour préserver la stabilité du cadre macroéconomique.

Michel OLDENBURG

Chef du service économique

michel.oldenburg@dgtresor.gouv.fr

MACROECONOMIE : Bilan des accords commerciaux



ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Membre actif de l'OMC dès sa création en 1995, l'Égypte à l'instar de la plupart des pays en développement, a démarré son processus de libéralisation du commerce dans les années 1980. Ce dernier s'est poursuivi en s'intensifiant dans les années 1990 avec la signature d'accords commerciaux et la mise en place de réformes, notamment fiscales et monétaires. Si l'Égypte a aujourd'hui signé sept accords commerciaux régionaux, l'appareil exportateur égyptien ne paraît pas suffisamment solide pour être compétitif et profiter pleinement des débouchés induits, creusant progressivement le déficit commercial (passant de 10 Mds USD sur l'exercice 2004/05 à plus de 42 Mds USD sur l'exercice 2020/21).

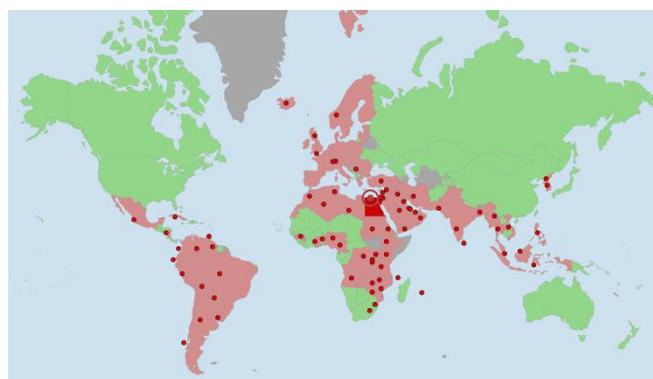
Priorités aux accords commerciaux régionaux

L'Égypte a signé ses premiers accords, principalement bilatéraux, dans les années 1990 (Libye et Syrie en 1991, Chine en 1995, Jordanie, Liban et Maroc en 1999, Irak en 2001). Ce processus d'ouverture commerciale s'est accéléré dans les années 2000 avec la signature de nombreux accords régionaux et le lancement par le gouvernement d'un certain nombre de réformes économiques. Depuis 1998, l'Égypte est membre du Marché commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et de la Grande zone arabe de libre-échange (GAFTA). Le pays a également signé le TIFA en 1999 (*Trade and Investment Framework Agreement*) avec les Etats-Unis, puis l'accord d'association avec l'UE en 2001, l'accord d'Agadir en 2004, et l'accord de libre-échange avec la Turquie en 2004.

Après plus de deux décennies de libéralisation des échanges, marquées par de profonds problèmes structurels (déficits jumeaux, présence forte de l'Etat dans l'économie, etc.) exacerbés par la crise financière

de 2008 et la révolution du printemps 2011, l'Égypte a commencé en 2016 à protéger certains secteurs de la concurrence étrangère.

Pays signataires et non-signataires d'accords commerciaux régionaux (ACR) avec l'Égypte



En rouge : Pays signataires d'un ACR avec l'Égypte

En vert : Pays non-signataires d'un ACR avec l'Égypte, membres de l'OMC

En gris : Pays non-signataires d'un ACR avec l'Égypte, non membres de l'OMC

Source : OMC

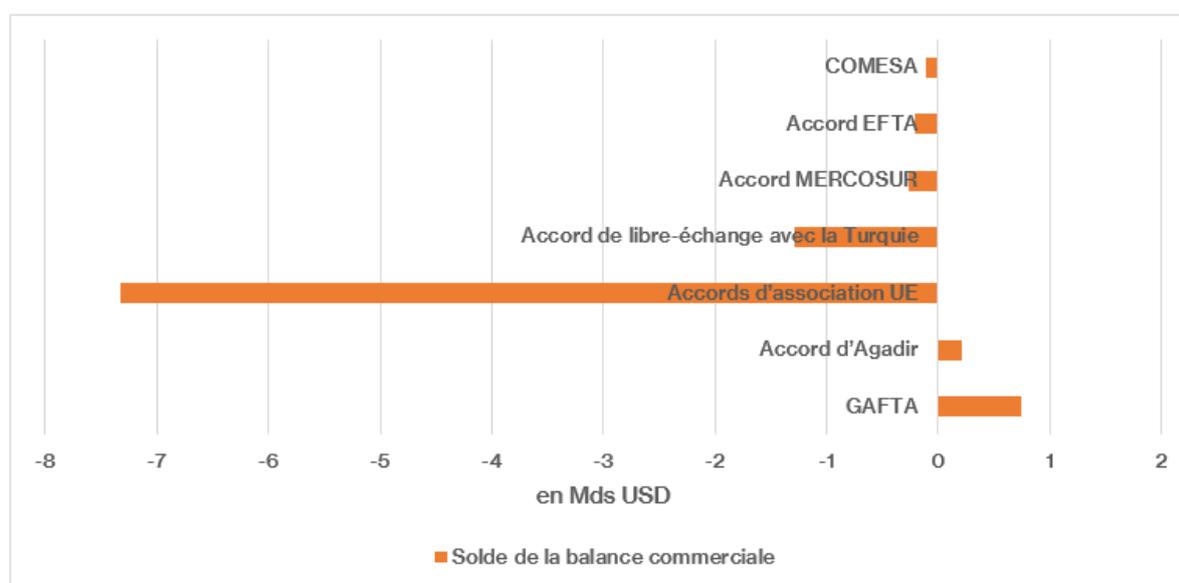
Le taux des droits de douane moyen appliqué aux produits importés, qui avait été réduit de 20% en 2002 à 6,6% en 2016, a de nouveau augmenté à 10,4% en 2019¹. Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier cette évolution, comme la volonté d'augmenter les recettes douanières pour améliorer l'état des finances publiques ou encore d'alléger la pression sur les réserves de change de la Banque centrale en réduisant la facture des importations. Selon l'*Enabling Trade Index* publié par le Forum économique mondial, l'Égypte a ainsi reculé de la 87^{ème} (en 2008) à la 116^{ème} (en 2016) place sur 136 pays pour les facilités d'échange aux frontières.

Cette tendance au renforcement du protectionnisme n'a pas empêché les autorités de signer **deux accords majeurs de libre-échange ces dernières années** : avec le marché commun du Sud (MERCOSUR) entré en vigueur en 2017 et l'accord de la zone de libre-

¹ Les droits de douane moyens sur 500 à 600 produits importés seraient de l'ordre de 20 à 40%, contre 10 à 30% auparavant. Cela concerne principalement

les appareils électroménagers, l'électronique grand public, les vêtements, les cosmétiques.

Balance commerciale entre l'Égypte et les pays des accords commerciaux régionaux en 2019 (en Mds USD)



Source : IDSC

échange continentale africaine (ZLECAF) entré en vigueur le 30 mai 2019. Officiellement lancé le 4 janvier 2021 par l'Union africaine, l'accord prévoit la suppression de 97% des barrières tarifaires et 50% des barrières non-tarifaires d'ici à 2033. La diversification plus avancée de l'économie égyptienne devrait lui offrir des opportunités privilégiées d'investissement et de débouchés pour ses exportations qui devrait représenter jusqu'à 11 Mds USD supplémentaire d'ici 2035. Enfin, les marchés asiatiques sont évoqués comme pistes pour le futur (l'Égypte a déjà passé divers accords avec la Chine pour la création de zones industrielles accompagnés d'avantages fiscaux).

Des accords sous-utilisés en raison des faiblesses structurelles de l'appareil exportateur égyptien

Les accords signés laissent apparaître un déficit important de compétitivité, l'Égypte enregistrant un déficit commercial dans le cadre de la plupart des accords commerciaux auxquels le pays participe, à l'exception des accords de la GAFTA et d'Agadir². Conclues avec les plus importants partenaires

commerciaux de l'Égypte, ces accords n'ont eu l'effet escompté, **la faible qualité des produits égyptiens ne permettant pas d'être compétitifs sur les marchés internationaux**. Malgré une relative diversification au cours des vingt dernières années, le poids des produits traditionnels à faible valeur ajoutée reste encore très marqué dans la gamme des exportations égyptiennes. **Seulement 6% des PME exportent et tout juste 1,8% des entreprises de moins de 20 employés sont exportatrices** (en comparaison les contributions des PME aux exportations varient entre 20 et 40% au sein des pays de l'OCDE). L'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'UE a vu la progression constante du déficit commercial avec l'UE jusqu'à atteindre les 10 Mds USD en 2020/21. L'évolution est similaire pour l'accord de libre-échange signé avec la Turquie, avec un essor considérable des exportations vers l'Égypte (+206% 4 ans après l'entrée en vigueur de l'accord en 2007)³.

L'*Economic Complexity Index* qui évalue le niveau de complexité des biens produits dans un pays classe l'Égypte à la 67^{ème} position en 2019 derrière la Jordanie et le Liban (en recul de quatre places depuis 2014).

² Rapport de l'*Information and Decision Support Center* (IDSC), groupe de réflexion affilié au gouvernement.

³ Cependant le déficit commercial égyptien a considérablement diminué après 2013, et notamment après la dévaluation de la livre égyptienne en 2016. Cela a entraîné une contraction de 17% des exportations turques vers l'Égypte entre

2017 et 2020 et à une hausse des exportations égyptiennes, celles-ci étant devenues relativement moins chères. En 2020, la Turquie était la 3^{ème} plus grande destination des exportations égyptiennes et la 5^{ème} plus grande source d'importations en Égypte.

L’Egypte dispose de seulement deux avantages comparatifs⁴ parmi les produits qu’elle exporte le plus en valeur absolue : les légumes et les engrais. **Comparés aux dynamiques du commerce mondial, les principaux produits d’exportation égyptiens font l’objet d’une demande globale en baisse**⁵. En parallèle, l’Egypte continue de gagner en compétitivité sur des produits d’exportations dont la demande est néanmoins en baisse à l’échelle mondiale, comme le tabac et les graines oléagineuses.

Par ailleurs, l’Egypte ne tire pas bénéfice des avantages préférentiels offerts par les accords de libre-échange pour l’entrée des exportations égyptiennes dans les pays membres. En effet, **une grande partie des exportations ont lieu en dehors du cadre des accords commerciaux** (ces ventes dépassent d’ailleurs celles qui ont lieu dans le cadre des accords). A titre d’exemple, la valeur des exportations des produits de base égyptiens dans le cadre de l’accord d’association s’est élevée à 2,9 Mds USD en 2019, contre 5,2 Mds USD pour les exportations hors du champ d’application de l’accord. Ce constat s’applique à la quasi-totalité des autres accords régionaux.

Mohamed Amin BOUMAHDI
Attaché économique
mohamed.boumahdi@dgtresor.gouv.fr

⁴ La part de ces produits dans le total des exportations est supérieure à la part de ces mêmes produits dans les échanges mondiaux.

⁵ C’est notamment le cas du coton et des engrais. On relève par ailleurs une baisse de la compétitivité égyptienne (soit une diminution des parts de marché

au niveau mondial) dans plusieurs secteurs traditionnels : textiles, ciment, aluminium, céramique, produits chimiques.

Annexe 1 : Accord d'association UE-Egypte

Premier en volume d'échange (28,1 Mds USD), l'accord d'association avec l'UE, signé en 2001 et entré en vigueur en 2004 dans le cadre du processus de Barcelone et du Partenariat euro-méditerranéen lancés en 1995, prévoit un accès immédiat sans droits de douane des produits égyptiens au marché européen, quand l'accès sans droits des produits de l'UE a été introduit progressivement sur une période de douze ans. En 2010, l'Égypte et l'UE ont ajouté une annexe à l'accord d'association en libéralisant le commerce de plus de 90% des produits agricoles (i). En juin 2013, l'UE et l'Égypte avaient commencé à discuter de la manière de densifier leurs relations commerciales et d'investissement par le biais d'une zone de libre-échange approfondie et complète avec pour objectif d'améliorer l'accès au marché et le climat d'investissement. L'accord irait au-delà de l'accord d'association pour inclure, entre autres, le commerce des services, les marchés publics, la concurrence, les droits de propriété intellectuelle et les investissements. Les négociations sont aujourd'hui au point mort.

En milliards USD	2018/19	2019/20	2020/21
Exportations UE vers Egypte	17,75	17,94	19,32
Importation UE depuis Egypte	10,18	8,15	8,78
Volume total des échanges UE-Egypte	27,93	26,09	28,01
Solde UE	+7,57	+9,79	+10,54

Source : BCE

Les échanges totaux entre l'UE et l'Égypte se sont élevés à 24,5 Mds EUR en 2020. Les importations de l'UE en provenance d'Égypte s'affichent à 6,4 Mds EUR et sont dominées par les combustibles et les produits miniers (37,7%), les produits chimiques (16,9%), l'agriculture et les matières premières (16,8%) ainsi que les textiles et les vêtements (9,9%). Les exportations de l'UE vers l'Égypte représentent 18,1 Mds EUR et sont dominées par les machines et équipements de transport (39,8%), les produits chimiques (16,1%), l'agriculture et les matières premières (13,1%) ainsi que les combustibles et produits miniers (9,0%).

Bien que l'accord d'association avec l'UE ait permis l'augmentation importante du volume des échanges, **la progression des échanges est particulièrement favorable aux exportations européennes.** La marge de préférence commerciale effective (ii) dont jouit l'Égypte vis-à-vis de l'UE a bien augmenté entre l'entrée en vigueur de l'accord et 2018 (au contraire des autres partenaires d'Afrique du Nord) passant de 1,4 à 1,9 pp ; la marge commerciale dont bénéficie l'UE a cependant plus fortement augmenté passant de 0,6 à 7,0 pp.

L'Égypte envisageait au dernier comité d'association UE-Egypte (octobre 2021) de réintroduire des droits additionnels sur les voitures bien que non conformes à l'accord d'association avec l'UE (libéralisation totale depuis janvier 2019). Les autorités égyptiennes ont depuis échangé à plusieurs reprises avec la Commission et la délégation de l'Union Européenne sur ce dossier, garantissant finalement qu'elles n'entreprendraient pas de hausse tarifaire sur ces produits en l'absence d'accord de l'UE (il convient toutefois de signaler que l'Égypte n'a pas ratifié la partie relative au règlement des différends. La Commission essaie en parallèle d'obtenir davantage d'information par ailleurs sur la stratégie industrielle qui pourrait inclure des dispositions sur les exigences de contenu local).

- (i) En dehors du tabac, et pour des raisons religieuses, la viande de porc et les vins et spiritueux, l'Égypte n'a conservé que quelques produits sensibles qui ne sont pas soumis à libéralisation complète (produits sucrés, pâtes, chocolat et pâtisserie).
- (ii) La marge de préférence commerciale effective mesure l'avantage dont bénéficient les pays d'Afrique du Nord sur le marché européen.

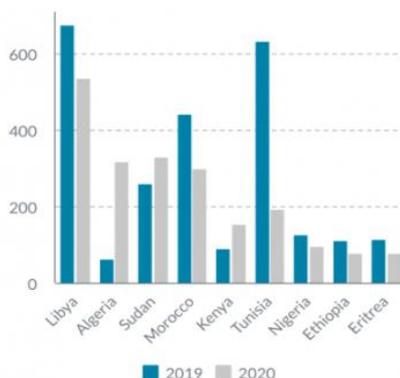
Annexe 2 : Accord de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)

L’Egypte a signé en 2018 l’accord de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Entré en vigueur le 30 mai 2019 et officiellement lancé le 4 janvier 2021 par l’Union africaine, l’accord prévoit la suppression de 97% des barrières tarifaires et 50% des barrières non-tarifaires d’ici à 2033. Le champ d’application de la ZLECAF couvre le commerce des biens et des services, les investissements, les droits de propriété intellectuelle et la politique de concurrence. Trois groupes de produits y sont déclinés : les produits non sensibles, les produits sensibles et la liste d’exclusion. Les produits sensibles bénéficient d’un délai plus long pour la mise en œuvre de l’accord. Les pays les moins avancés (PMA) bénéficieront également d’un délai de mise en œuvre plus long pour les produits sensibles et non sensibles. Les droits de douane sur les produits non sensibles seront éliminés après cinq ans ou dix ans (PMA). Les droits de douane sur les produits sensibles seront éliminés après 10 ans ou 13 ans (PMA). Un groupe de pays (avec des "besoins spéciaux") dispose d’une flexibilité supplémentaire pour libéraliser 85% des lignes tarifaires sur 10 ans et les 15% restants sur 15 ans pour les produits non sensibles.

Au total, la ZLECAF pourrait selon la Banque Mondiale augmenter le RNB africain de 7% en moyenne d’ici à 2035. Ces résultats seraient cependant variables selon les pays, de 14% en Côte d’Ivoire et au Zimbabwe à 2% seulement à Madagascar ou au Mozambique. L’augmentation des revenus liée aux mesures tarifaires seules ne serait pour sa part que de 0,2% à l’échelle continentale. **La croissance de ces exportations devrait être inégale selon les pays, et représenter jusqu’à 11 Mds USD supplémentaire d’ici 2035 pour l’Egypte, qui serait ainsi le premier bénéficiaire de l’accord.** Les pays dont la valeur des exportations devrait augmenter le plus seraient (dans l’ordre décroissant) l’Egypte, le Maroc, l’Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et la côte d’Ivoire. A l’inverse, les exportations de Madagascar, du Malawi, de l’île Maurice et du Rwanda ne devraient croître que marginalement.

Aucun pays africain ne fait partie des 15 premiers partenaires commerciaux de l’Egypte en 2020/21. En 2020, 14% des exportations et 2% des importations de l’Egypte étaient intra-africaines. Les exportations et importations intra-africaines se sont élevées à 3,8 Mds USD et 1,2 Md USD en 2020 en baisse de 20% et de 2% respectivement en glissement annuel. Les principaux destinataires des exportations africaines de l’Egypte – qui sont principalement composées d’hydrocarbures et de produits agricoles – sont la Lybie (15% des échanges intra-africains), l’Algérie (13%) le Soudan et le Maroc (12%). Les principaux fournisseurs africains de l’Égypte sont l’Afrique du Sud avec 47% des importations africaines (minerai de fer, charbon), le Bénin avec 14% (Coton) et le Ghana avec 10% (Cacao). L’accord sur la ZLECAF ouvrira de nouveaux marchés aux exportations égyptiennes, notamment en Afrique de l’Ouest, soient les pays ne disposant pas d’accord préférentiel avec l’Egypte.

Balance commerciale avec les principaux partenaires commerciaux du continent africain :



Annexe 3 : Autres accords régionaux

Deuxième en volume d'échange, la grande zone arabe de libre-échange (GAFTA) signé en 1998 et entrée en vigueur en 2005 exempte les frais de douane des 18 pays arabes qui en sont membres. Les pays de la GAFTA sont actuellement engagés dans des négociations visant à libéraliser les services et les investissements.

L'accord de libre-échange avec la Turquie signé en 2005 et entré en vigueur en février 2007 a vu le démantèlement asymétrique des barrières douanières entre 2007 et 2020. L'accord permet également le cumul d'origine entre la Turquie, l'Egypte et les pays de l'UE. L'accord, qui devait expirer à la fin de l'année 2020, devrait faire l'objet d'une évaluation par les deux parties afin de prendre d'un renouvellement. Jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise par l'une ou l'autre partie à cet égard.

Depuis 1998, l'Egypte est membre du Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA) dont elle a pris la présidence en novembre 2021. Les échanges commerciaux du COMESA restent essentiellement constitués de matières premières.

L'Égypte a également signé en 2004 l'accord d'Agadir (Maroc, Tunisie, Jordanie), conclu avec l'appui de l'UE pour préfigurer la future zone euro-méditerranéenne de libre-échange qui doit résulter du partenariat Euromed. C'est un accord unique au monde dans la mesure où aucun des pays signataires n'a de frontières communes. L'accord est en vigueur et applicable depuis avril 2007. Si les échanges des pays membres de l'accord d'Agadir se sont rapidement développés pour atteindre 2,9 Mds USD en 2019, ils ne représentent toutefois qu'une infime partie du commerce de ces quatre pays et les gains retirés de l'ouverture sont très inégalement répartis entre les états membres. L'Égypte apparaît en effet comme le grand gagnant puisque sur l'ensemble des exportations 76% sont réalisées par l'Égypte (+75% des exportations 3 ans après la mise en vigueur de l'accord).

Les exportations entre les membres de l'accord d'Agadir

En Millions USD	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Jordanie	162	157	169	148	126	138	166	189
Maroc	302	280	255	385	398	183	221	197
Egypte	1363	1483	1306	1072	1021	1344	1664	2215
Tunisie	314	272	273	260	232	241	306	308
Total	2143	2193	2004	1866	1779	1908	2357	2911

Source : ITC Trade Map

L'Égypte a également signé un accord avec le marché commun du Sud (MERCOSUR) entré en vigueur en 2017(i), avec l'association européenne de libre-échange(ii) (2007) et le TIFA en 1999 (Trade and Investment Framework Agreement) avec les Etats-Unis.

Enfin, bien que n'étant pas un accord commercial en tant que telle, **l'accord signé en 2004 relatif aux Zones Industrielles Qualifiées (QIZ)** permettent aux produits fabriqués dans des zones industrielles désignées d'entrer aux États-Unis en franchise de droits, à condition que les produits finis comprennent un pourcentage (10,5%) de composants israéliens (95% des exportations égyptiennes vers les Etats-Unis depuis ces zones sont des produits textiles ou des articles de prêt-à-porter). Les produits textiles sont devenus le principal poste d'exportation israélien à destination de l'Égypte, représentant deux tiers du montant total des exportations en 2019.

- (i) Premier accord de libre-échange signé entre un pays d'Amérique latine et un pays arabe, les exportations égyptiennes vers les pays du Mercosur ont bondi de 115% depuis l'entrée en vigueur de l'accord en 2017.
- (ii) Comprend l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse.

MACROECONOMIE :

Les investissements directs à l'étranger en 2020/21

Les stocks d'investissements directs à l'étranger (IDE) en Egypte s'élèvent à 132 Mds USD en 2020 selon le CNUCED. Après une longue chute causée par la crise financière de 2008 et la révolution de 2011, les flux nets d'IDE se sont renforcés ces dernières années, atteignant 9 Mds USD en 2019. A l'instar de nombreux pays émergents pendant la crise sanitaire, les IDE ont chuté de près de 35% à 5,9 Mds USD en 2020 (soit 1,3% du PIB). Si l'Union européenne conserve sa place de premier investisseur, les IDE issus des pays asiatiques sont en forte progression, notamment ceux en provenance de Chine qui ont presque triplé en un an ; ils demeurent toutefois limités à 3,5% du total des flux entrants. Les IDE à destination de l'Egypte demeurent largement orientés vers le secteur des hydrocarbures mais leur poids a tendance à diminuer dans le temps au profit des services et du secteur manufacturier.

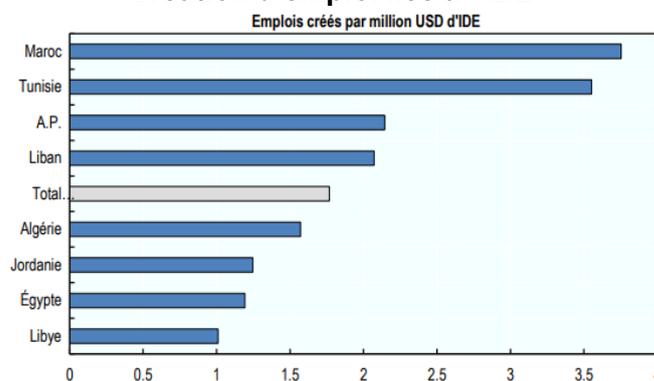
Malgré la baisse enregistrée après la crise, l'Egypte reste le premier bénéficiaire d'IDE en Afrique

L'Egypte a enregistré une baisse de 35% des flux nets d'IDE sur l'année 2020, passant de 9 Mds USD en 2019 à 5,9 Mds USD selon la CNUCED, en ligne avec le recul mondial initié au de la pandémie⁶. Selon les données de la Banque centrale sur l'exercice budgétaire 2020/21 (juillet à juin), les flux nets d'IDE se limitent à 5,2 Mds USD (1,3% du PIB) contre 7,5 Mds en 2019/20 (-30% à 2,1% du PIB). La tendance reste orientée à la baisse pour l'année 2021 selon les dernières données publiées par la Banque centrale (les IDE sont en diminution de 44% sur le S1 2021 par rapport au S2 2020).

L'Egypte reste néanmoins le premier bénéficiaire d'IDE en Afrique (15% des 39,8 Mds d'USD entrant sur l'ensemble du continent africain), devant la République démocratique du Congo (4 Mds USD) et l'Afrique du Sud (3,1 Mds USD). Elle est également le deuxième plus grand bénéficiaire des pays arabes, derrière les Emirats arabes unis (EAU, 19,9 Mds USD). 43

nouveaux projets d'investissements ont été recensés pour l'année 2020, soit 7% du nombre de projets reçus par les pays arabes classant ainsi l'Egypte au 4^{ème} rang dans la région avec des investissements estimés à 1,4 Md USD et 6 000 emplois selon la société arabe de garantie des investissements et des crédits à l'exportation (Dhaman).

Création d'emploi liée à l'IDE



Source : Base de données fDi Markets du Financial Times / OCDE

Les IDE à destination de l'Egypte restent concentrés dans quelques secteurs clés : les hydrocarbures (36,8% des flux entrants en 2020/21), les services (35,3%) – dont 13,5% pour le secteur financier – et le secteur manufacturier (16,5%). Les investissements dans le secteur des hydrocarbures sont toutefois en baisse constante depuis trois ans (67,4% des flux entrants en 2017/18 contre 61,9% 2018/19 et 45,9% en 2019/20). Un début de diversification s'est amorcé ces dernières années au profit du secteur manufacturier (3,4% des IDE en 2016 à 16,5% en 2021) et des services (9,5% des IDE en 2017 à 35,3% en 2021)⁷. Les autorités souhaitent cependant attirer 7 Mds USD d'IDE dans le secteur pétrolier et gazier au cours du prochain exercice budgétaire, secteur en plein essor suite à la découverte récente de champs gaziers offshores⁸, de la mise en service des usines de liquéfaction de gaz de Damiette et d'Idku⁹ et de la hausse des prix du gaz naturel liquéfié.

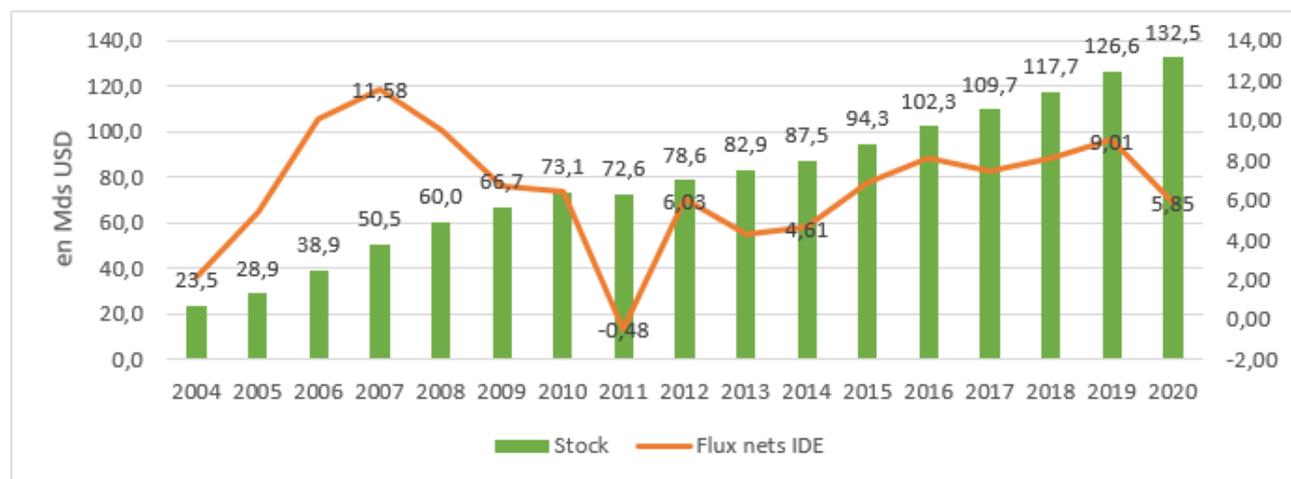
⁶ Les flux mondiaux d'IDE ont plongé de 35% en 2020, passant de 1 500 Mds USD en 2019 à 1 000 Mds USD en 2020.

⁷ Si l'Égypte a diversifié sa production pour inclure davantage d'activités manufacturières et de services, le pays reste spécialisé dans des activités à faible valeur ajoutée.

⁸ L'Égypte possède la deuxième plus importante réserve prouvée de gaz en Afrique, avec plus de 2 100 Mds de m³.

⁹ Le secteur a connu plusieurs promesses d'investissements ces dernières semaines (e.g. accord de production signé avec Apache/Sinopec pour 3,5 Mds USD, accords d'exploration et de production de 506 M USD par Transglobe et Pharos Energy).

Evolution des flux nets et du stock d'IDE (en Mds USD)



Source : CNUCED

Ainsi les IDE ne sont pas concentrés dans les secteurs offrant le plus grand potentiel de création d'emplois.¹⁰

Une progression attendue des IDE sous réserve de l'amélioration de l'environnement des affaires

Les flux d'IDE sont essentiellement portés par les Etats membres de l'Union européenne et les pays du Golfe. En 2020/21, l'UE représente 36% des sources d'entrées d'IDE (dont 44% en provenance d'Italie¹¹), suivie par les pays arabes avec 22% (dont 45% pour les EAU). La baisse des IDE a été plus marquée pour l'UE, passant de 9 Mds à 5 Mds USD (en partie liée à la sortie du Royaume-Uni de l'UE et de la baisse de moitié des IDE en provenance d'Italie¹²) ; la baisse des IDE des pays arabes a été moindre, passant de 3,9 Mds à 3,1 Mds USD. **L'Italie reste le premier investisseur européen**, avec 2,2 Mds USD (-45%), **suivi par les Pays-Bas** avec 1,3 Md USD¹³ (-5,7%) **et l'Allemagne** avec 300 M USD (+12%). **La France, 4^{ème} investisseur européen**, perd sa 3^{ème} place au profit de l'Allemagne avec des flux d'IDE en baisse de 16% à 276 M EUR (contre 330 M EUR en 2020) et un stock d'IDE de 5,5 Mds EUR. Les investissements en provenance des « autres pays » (hors Etats-Unis) sont en hausse,

passant de 1,6 Mds à 2,3 Mds USD (+46%). Cette augmentation est soutenue par la Chine (x2,5 à 485 M USD) dont la moitié des investissements en Égypte depuis 2015 ont été réalisés dans le secteur manufacturier¹⁴, Singapour (144 M USD), de même que la Turquie (138 M USD) et la Suisse (x3 à 471 M USD). Les Etats-Unis ont quant à eux vu leurs flux augmenter de 15% à 1,6 Md USD.

Le FMI prévoit une augmentation des IDE en Egypte pour les quatre prochaines années avec 8,6 Mds USD d'IDE en 2021/22, et 11,7 Mds USD en 2022/23 avant d'atteindre 16,5 Mds USD au cours de l'exercice 2024/25. **L'évolution future des IDE demeure toutefois très incertaine et dépendra, entre autres, du rythme de la croissance économique, des soubresauts de la pandémie et avant tout de la mise en place de réformes structurelles.** Alors que les entrées d'IDE dans les secteurs de l'extraction du pétrole et du gaz devraient s'intensifier avec la reprise mondiale, le niveau des entrées totales d'IDE dans les autres secteurs devrait rester stable, à moins que des réformes majeures visant à améliorer l'environnement général des affaires ne soient mises en œuvre. Selon le

¹⁰ Les IDE dans les secteurs à forte intensité capitalistique, dont les secteurs des hydrocarbures et de l'immobilier, crée moins d'emplois par dollar investi que les IDE dans les activités ou services à forte intensité de main-d'œuvre.

¹¹ Découverte en 2015 du champ gazier d'Al Zhor par l'italien ENI dont les réserves sont estimées à plus de 850 Mds de m³, la plus importante découverte en Méditerranée jusqu'à présent.

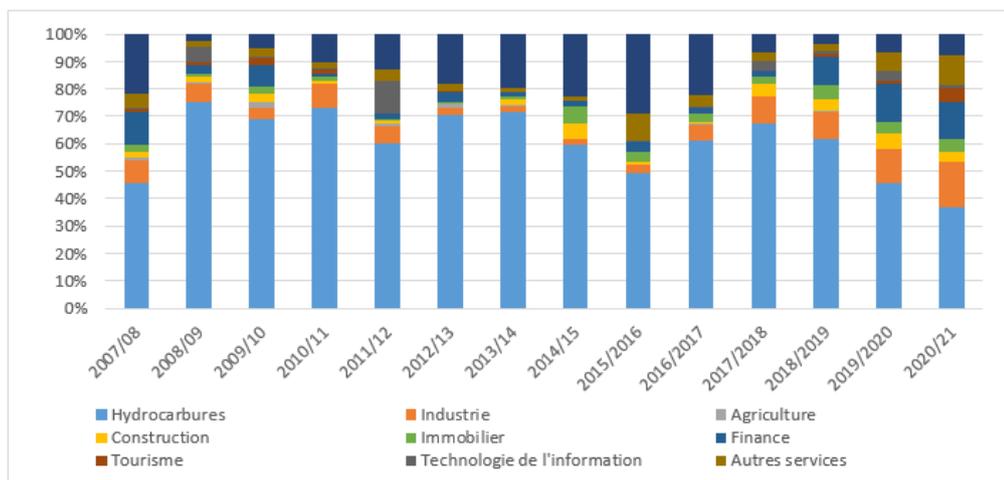
¹² Qui devrait se rétablir avec la signature en décembre dernier d'un accord de prospection/d'exploitation pour 1 Md USD avec Eni.

¹³ Les flux ne sont pas identifiés en fonction du pays de l'investisseur direct qui contrôle en dernier ressort les investissements mais par le dernier pays émetteur favorisant de facto les Pays-Bas, qui grâce à son environnement fiscal avantageux, abrite de nombreux sièges sociaux.

¹⁴ Plusieurs entreprises chinoises ont investi notamment dans la zone économique du canal de Suez (SCZone) à l'instar du fabricant de textiles Shandong Ruyi Technology Group (830 M USD) ou Midea Egypt fabricant d'appareils électriques (25 M USD).

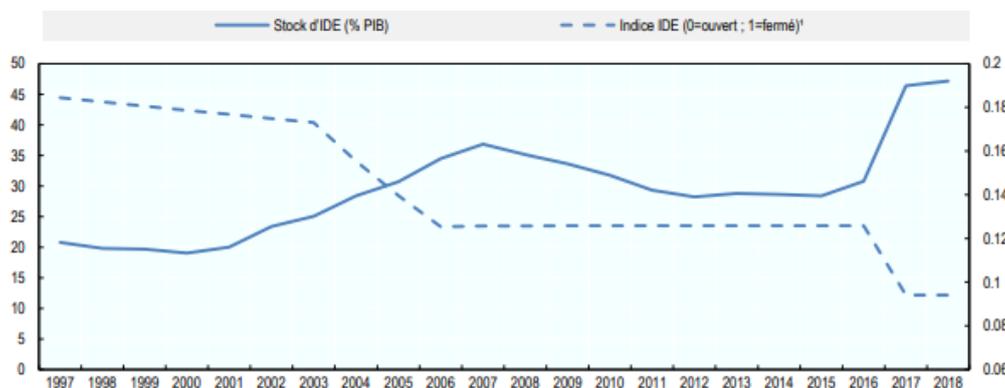
classement *Doing Business* de la Banque mondiale, l'Égypte se classe au 114^{ème} rang sur 190 pays en 2020 et à la 93^{ème} place sur 141 pays en 2019 selon l'indice global de compétitivité établi par le Forum économique mondial. Selon l'indice de restriction réglementaire des IDE publié par l'OCDE¹⁵, l'Égypte se classe à la 56^{ème} place en 2020, en baisse de 3 places par rapport à 2019. La faiblesse des infrastructures, la corruption, la faible régulation du marché du travail, et les difficultés d'accès au marché et au financement constituent autant d'obstacle aux affaires, limitant la capacité de l'Égypte à attirer les IDE. L'Égypte a néanmoins entrepris un certain nombre de réformes, avec notamment une nouvelle loi sur les investissements en 2017 (amendée par la suite en 2019), une loi sur les sociétés et sur les faillites en 2018, une loi sur les douanes en 2020 et une prochaine loi sur le marché du travail en cours de discussion au parlement¹⁶. Enfin, le gouvernement, via la poursuite de grands projets (Nouvelle Capitale Administrative, aménagement et création de la zone économique du canal de Suez etc.) espère attirer les investisseurs étrangers dans les années à venir.

Part des flux entrants par secteur



Source : BCE

Corrélation entre les réformes de libéralisation et le stock d'IDE en Égypte



Source : OCDE

Mohamed Amin BOUMAHDI
Attaché économique
mohamed.boumahdi@dgtresor.gov.fr

¹⁵ L'indice évalue le caractère restrictif des règles d'un pays en matière d'IDE dans 43 secteurs économiques.

¹⁶ La loi sur l'investissement de 2017 vise à offrir aux investisseurs davantage d'incitations, de consolider les règles liées aux investissements et de rationaliser

les procédures. La loi sur les douanes de 2020 vise également à rationaliser certains aspects des procédures d'importation et d'exportation, notamment à travers la mise en place d'un système de guichet unique, de paiements électroniques et de dédouanements accélérés.

POLITIQUES SECTORIELLES :

L’Egypte : une puissance gazière majeure en méditerranée orientale ?



Si le secteur gazier égyptien a connu une réelle embellie en 2021, les perspectives de production demeurent incertaines sur le plus long-terme. Elles restent conditionnées à de nouvelles découvertes, aujourd'hui mises à mal par la frilosité des investisseurs. Dans ce contexte, le partenariat avec Israël apparaît stratégique. Il repose sur des contrats d'achat de gaz israélien, destiné à être liquéfié dans les usines égyptiennes. L’Egypte sécurise ainsi sa position de puissance exportatrice, et renforce son influence dans le bassin méditerranéen.

Des ambitions à l’export qui se heurtent à une production en berne et à une demande domestique grandissante

Une filière du gaz qui émerge au début des années 2000, fragilisée par les troubles politiques de 2011-2014...

L’Egypte possède les **deuxièmes plus importantes réserves prouvées de gaz en Afrique**, avec plus de 2 100 Mds de m³ (soit 1,5% des réserves mondiales).

¹⁷ D’une capacité de traitement respective de 7,6 et de 4,8 Mds m³ par an. Les actionnaires des trains de liquéfaction de Damiette sont Eni (50%), EGAS (40%), EGPC (10%). Pour Idku, l’actionnariat du premier train de liquéfaction est réparti entre Shell (35,5%), Petronas (35,5%), EGAS (12%), EGPC (12%), Total (5%) ; celui du second entre Shell (38%), Petronas (38%), EGAS (12%), EGPC (12%).

¹⁸ Engie a d’ailleurs participé au développement de l’usine d’Idku (actionnaire à 5% des parts jusqu’en 2017) et était lié à EGAS par des contrats de fourniture de gaz (pour des volumes équivalents à environ 50 % de la production de l’usine

Cela représente **36 années** au rythme de production actuel. Les **premières découvertes**, dans le delta du Nil, remontent **au début des années 2000**. Deux **terminaux de liquéfaction** ont alors été construits à **Damiette** et à **Idku**¹⁷, respectivement en **2004** et **2005**¹⁸. La production a démarré en 2004 pour atteindre un **pic en 2008** (3,6 Mds USD) avant de repartir à la baisse pendant huit années consécutives. Cette tendance se reflète sur les exportations, dont la baisse, amorcée dès la fin des années 2000, s’accélère après la révolution de 2011 et l’instabilité politique qui s’en suit¹⁹. Cette période s’est traduite par une **chute des investissements, l’arrêt des explorations entre 2010 à 2012** et des **arriérés de paiement aux majors**.

...considérablement renforcée par la découverte du champ gazier d’Al Zhor

Sous l’ère Sissi, la **nouvelle administration** se dote rapidement d’un **agenda ambitieux pour relancer le secteur**. Il repose sur la recherche de nouveaux gisements (huit permis d’exploration sont ainsi octroyés en janvier 2015 à Eni, BP, Total, et Edison) mais aussi sur une meilleure formation des fonctionnaires en charge du secteur²⁰. Des **premiers résultats sont rapidement enregistrés** : BP annonce une première découverte dans la zone de **North Damietta Offshore** en 2013, puis une seconde en 2015. A l’été 2015, Eni découvre d’importantes réserves dans le champ gazier de **Nooros** dans la région du delta du Nil, estimées aujourd’hui entre 70 et 80 Mds de m³. Mais c’est bien la **découverte du champ gazier d’Al Zhor** en 2015 par l’italien **Eni** dans le bassin du levant qui redessine l’avenir énergétique de l’Egypte. Ses réserves de **850 Mds de m³** sont les plus importantes découvertes jusqu’ici en Méditerranée : elles ont permis au pays de redevenir **autosuffisant en gaz dès 2018**. Ce succès a incité les énergéticiens à intensifier leurs explorations

d’Idku). En 2017, suite au rachat par Total des actifs GNL d’Engie dans le monde, Total est devenu actionnaire d’Idku et a récupéré les contrats long terme de fourniture de gaz.

¹⁹ Entre 2009 et 2013, le volume de gaz exporté chute ainsi de 9,7 millions de tonnes (Mt) à 2,73 Mt.

²⁰ De nombreux ingénieurs égyptiens ont été placés en stage longue durée dans entreprises étrangères du secteur.

dans la région²¹ et d'autres découvertes s'ensuivent²². Côté français, **Total** a annoncé en juillet 2020 la découverte au large des côtes égyptiennes d'un gisement de gaz sur la concession de North El Hammad.

Le gouvernement égyptien intensifie les efforts d'exploration...

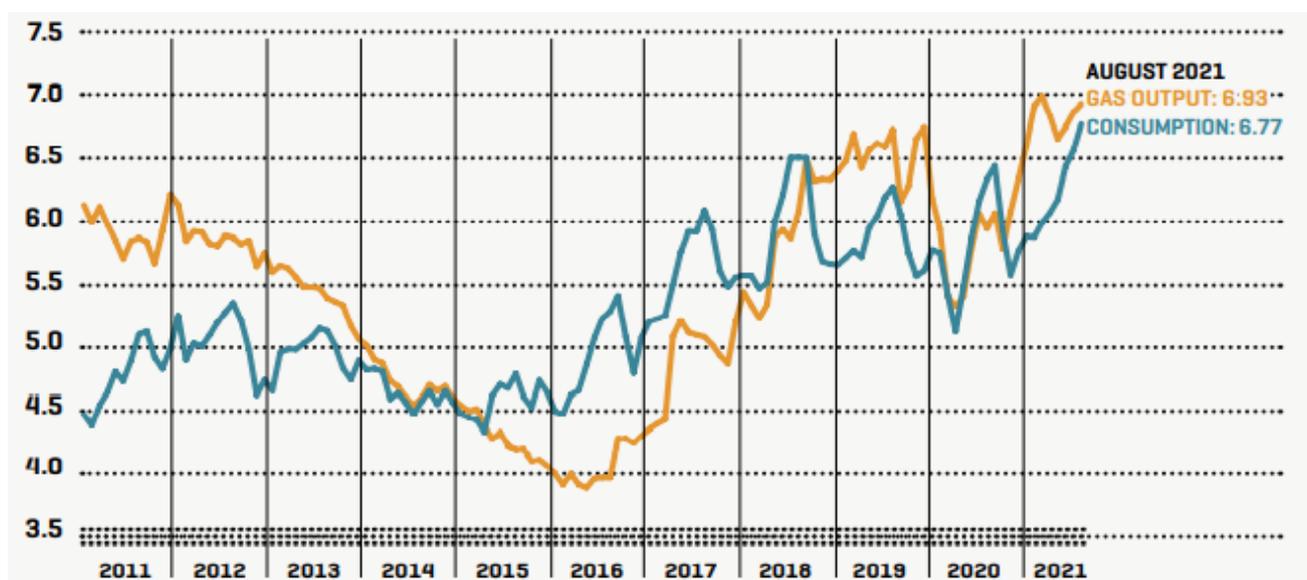
Ces dernières restent toutefois modestes et alors que dans le même temps les champs de gaz historiques s'épuisent, l'Egypte pourrait redevenir importatrice d'ici une dizaine d'années. Dans ce contexte, les autorités cherchent aujourd'hui à **accélérer les efforts d'exploration**. En janvier 2022, seuls deux blocs ont été attribués (ENI et BP), le secteur privé ayant exprimé des doutes sur les blocs proposés dans la zone - encore vierge - dite « Méditerranée de l'Ouest ». Le gouvernement prévoit d'octroyer de **nouvelles licences d'exploration au premier semestre 2022**.

....pour répondre à la hausse de la demande domestique gazière

Les secteurs de l'électricité, de la pétrochimie et des engrais et les **ménages** représentent respectivement **60%, 16% et 6% de la consommation gazière**.

La part du gaz dans le **mix électrique** a été sensiblement renforcée avec l'ouverture en 2016 d'une centrale à gaz à cycle combiné d'une capacité de 13,8 GW construite par l'allemand Siemens. Ce recours accru au gaz a **diminué les volumes de GNL vendus à l'étranger**²³. Sur la période 2014-2018, l'Egypte a exporté des quantités très faibles de GNL (moins de 1 million de tonne/an) pour **satisfaire sa consommation interne**. Si à plus long terme, cette part devrait diminuer dans le mix énergétique, **le gaz restera stratégique encore plusieurs années**, compte tenu notamment du caractère intermittent des énergies renouvelables.

Production et consommation de gaz en Egypte sur la période 2011-2021 (en milliard de pieds cubes)



Source: JODI, EOG, MEES

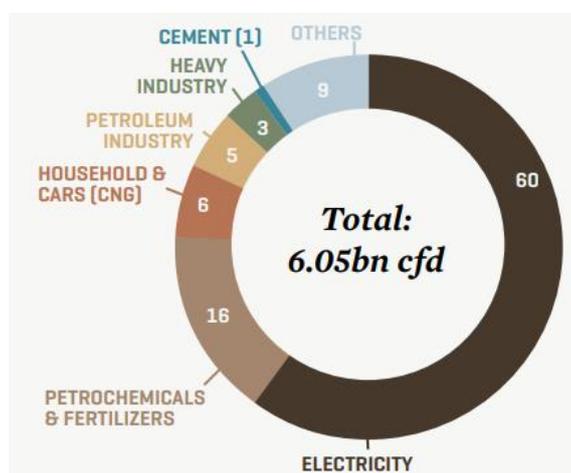
²¹ L'Institut d'études géologiques américain affirme que le potentiel gazier du bassin du Levant serait d'environ 3 400 Mds de m³. A noter toutefois que l'Egypte ne couvre qu'une partie de ce bassin et qu'une partie de ces réserves sont non rentables et ne seront donc pas explorées.

²² En 2019, Eni annonce la découverte du gisement de gaz naturel Noor à environ 50 km au nord de la péninsule du Sinaï ; en juillet 2020, Total, BP et Eni annonçaient la découverte au large des côtes égyptiennes d'un gisement de gaz sur la concession de North El Hammad ; en septembre de la même année,

Eni et BP faisaient état du gisement Baltim South West dans les eaux conventionnelles du delta du Nil.

²³L'Egypte a d'ailleurs recouru à la combustion de fioul afin de diminuer la consommation de gaz pour produire de l'électricité à travers les centrales à gaz à cycle combiné, mettant en avant les limites environnementales de la stratégie égyptienne de maximisation d'export de GNL.

Consommation de gaz en Egypte en 2020-21 par secteur (%)



Source: MEES, Ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales

Parallèlement, la **demande domestique en gaz augmente rapidement** (+50% entre 2014 et 2021). Cette hausse s'explique par **l'essor démographique et la mise en place de programmes sociaux visant le raccordement des ménages les plus pauvres**. 12 millions de ménages égyptiens sont ainsi raccordés au réseau de gaz, un chiffre qui a doublé ces 7 dernières années et qui devrait continuer à croître²⁴. Le programme social *Haya Karima*, lancé en 2019 vise ainsi le raccordement de 7 millions de foyers supplémentaires.

Enfin, la demande devrait également être stimulée par de **nouveaux usages du gaz qui est voué à jouer un rôle central dans la transition écologique**. Le gouvernement a ainsi l'objectif d'atteindre la **conversion de 1,3 million de voitures diesel au gaz naturel de plus de 20 ans d'ici 2025**. Dans le secteur maritime, les autorités ont l'ambition de faire du **Canal de Suez une plaque tournante du gaz (GNL)** et à plus long-terme, de **dérivé d'hydrogène vert**²⁵.

Vers un renforcement des partenariats stratégiques avec les pays voisins pour assoir la position égyptienne de carrefour énergétique

L'Egypte mise sur des importations de gaz israélien pour le réexporter sous forme de GNL

L'Egypte dispose désormais de **capacités de liquéfaction pleinement opérationnelles**, avec la réouverture, début 2021, de l'usine de liquéfaction de gaz naturel de Damiette, fermée depuis 2012. Cette réouverture explique l'**embellie** observée en 2021²⁶ sur les **exportations égyptiennes de GNL**. **A court terme**, cette hausse devrait se poursuivre, portée par la **conjoncture énergétique actuelle**, particulièrement **favorable** avec un cours du gaz très élevé (+150% ces 6 derniers mois). Pour alimenter ces deux usines de liquéfaction, et **augmenter ainsi ses exportations**, l'Egypte devra s'appuyer sur des **ressources gazières extérieures, la forte hausse de la demande obérant le potentiel exportateur local**. Le solde gazier égyptien est ainsi à peine positif avec un quasi équilibre en août 2021). A court terme, pour ne pas être amené à devoir réduire ses exportations de GNL, l'Egypte doit maintenir les importations de gaz israélien. A plus long terme, l'augmentation des exportations de GNL en Egypte sera intrinsèquement liée à la hausse des importations de gaz venant d'Israël et requiert un partenariat stratégique avec Tel Aviv. . Dès 2018, l'américain *Chevron* et l'israélien *Delek* qui dirigent le développement des champs Leviathan et Tamar (Israël) ont signé un **accord de 15 Mds USD** avec l'entreprise égyptienne *Dolphinus* pour lui fournir **64 Mds m³ de gaz sur 10 ans**. Les exportations ont débuté en **janvier 2020**. Cette même année, les parties ont revu à la hausse les volumes échangés et se sont accordés sur **85 Mds m³ sur 15 ans**. Ce **partenariat rapproché** a été réaffirmé en novembre 2021 par la signature d'un **protocole** entre les deux pays²⁷.

²⁴ Les bailleurs internationaux sont impliqués dans cet ambitieux programme. L'AFD a accordé un prêt souverain de 70 MEUR pour contribuer à un programme mené par la Banque Mondiale qui vise à étendre le réseau de distribution de gaz naturel et de raccordement des ménages.

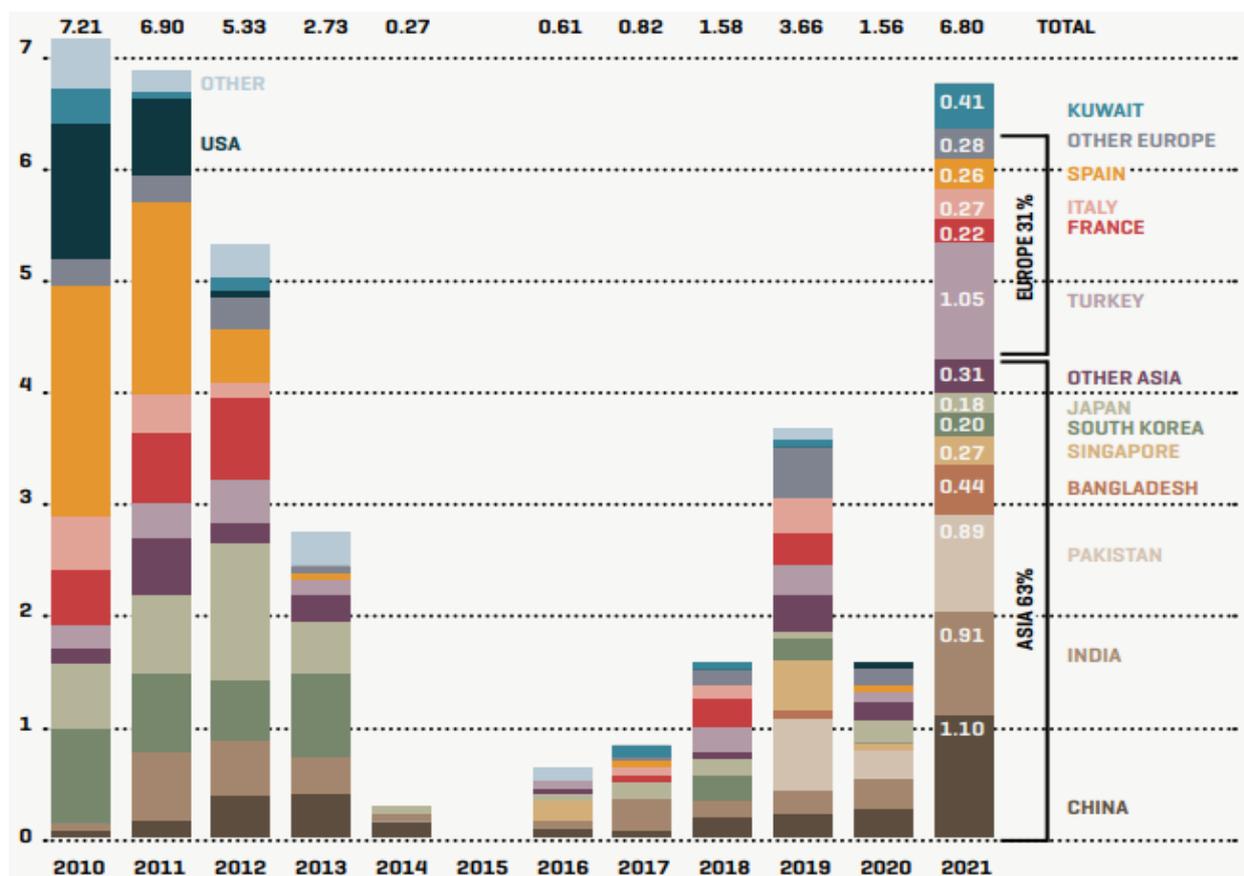
²⁵ Un premier projet pilote de verdissement des industries lourdes a été signé en octobre 2021 : Scatec s'est associé avec Fertiglobe (producteur d'engrais qui appartient à Orascom) et le Fonds souverain égyptien pour développer 100 MW d'électrolyse.

²⁶ A noter toutefois que les exportations de GNL étaient reparties à la hausse dès 2019, année au cours de laquelle elles ont retrouvé leurs niveaux d'avant

2011, conséquence d'une montée en puissance progressive de l'appareil gazier égyptien.

²⁷ Cette signature a eu lieu lors de la 6^{ème} réunion ministérielle du forum du gaz de la Méditerranée orientale qui s'est tenue au Caire. L'Egypte a signé un protocole d'accord avec Israël afin d'augmenter les exportations israéliennes de gaz naturel vers l'Egypte (les montants exacts ne sont pas connus). L'objectif affiché est d'utiliser les infrastructures égyptiennes existantes (usines de liquéfaction de Damiette et d'Idku) pour produire du GNL qui serait réexporté par la suite vers la Grèce.

Exportations égyptiennes de GNL par destination (en million de tonnes)



Source : KPLER

Le gaz israélien transite aujourd'hui par le gazoduc *East Mediterranean Gas* reliant Ashkelon en Israël à Arish dans le Sinaï²⁸. Il fonctionnerait déjà au maximum de ses capacités, estimées à 7 Mds m³ de gaz par an et induit la construction de **nouvelles infrastructures**.

Les autorités égyptiennes ont développé en ce sens une **stratégie en trois temps** :

- (i) **A court-terme**, transporter des volumes additionnels via le **gazoduc arabe (Arab Gas Pipeline)** dont la construction a été achevée en 2003 par la *Egyptian Natural Gas Company (Gasco)*, reliant Tripoli à Homs, Damas puis Amman et Aqaba avant de rejoindre l'Égypte (Taba-Arish). Cette solution apparaît toutefois incompatible avec le projet d'envoi de gaz

égyptien au Liban : près de 0,65 Md m³ de gaz pourrait être acheminé à travers ce gazoduc pour alimenter la centrale électrique de Deir Ammar (capacité de 450 MW)²⁹ au Liban.

- (ii) **A moyen-terme**, construire un **gazoduc terrestre de 60 km** (montant estimé à 200 MUSD), qui passerait par le nord de la péninsule du Sinaï. Annoncé en octobre 2021, le projet devrait être opérationnel d'ici fin 2023. Il permettrait à Israël d'exporter 3 à 5 Mds m³ de gaz supplémentaires par an vers l'Égypte.
- (iii) **A plus long-terme**, la construction d'un gazoduc, d'une capacité de 1,5 Md m³ par an,

²⁸ A plusieurs reprises, en 2011 puis en 2012 des tronçons de gazoduc ont été attaqués dans le Sinaï par des groupes terroristes. Plus récemment, en février 2020, l'organisation Etat Islamique attaque le gazoduc EMG à 80 km à de la ville d'Arish, cependant l'attaque n'a engendré aucune interruption dans le fonctionnement de l'installation.

²⁹ La partie libanaise du gazoduc, hors service depuis plus de 10 ans, va être remise en route d'ici mars 2021 par la société égyptienne Technical Gas Services. L'octroi d'une dérogation écrite de la part des États-Unis sur les sanctions imposées à la Syrie dans le cadre du *Caesar Act* est aujourd'hui une des conditions indispensables pour débloquer le projet côté égyptien.

depuis le gisement israélien *Leviathan*³⁰, situé au large de la Méditerranée orientale, jusqu'aux installations de liquéfaction égyptiennes.

[Des partenariats similaires pourraient voir le jour avec Chypre et la Grèce](#)

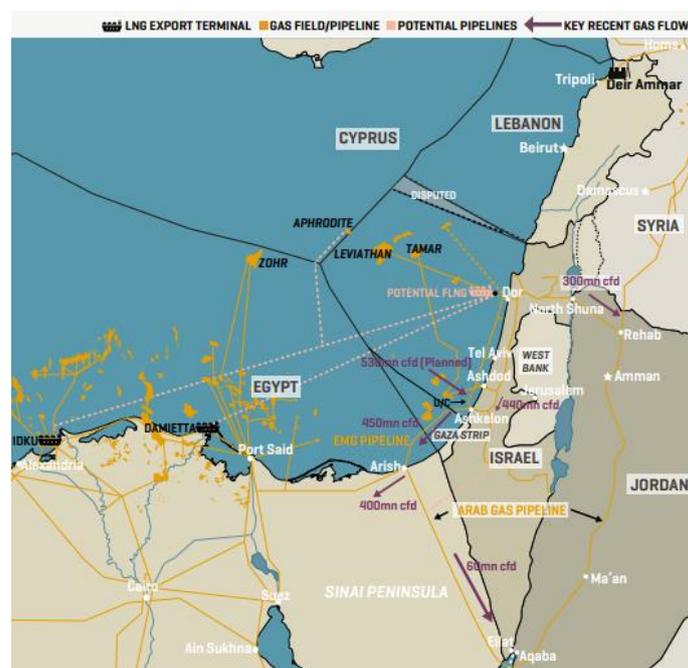
Les infrastructures égyptiennes constituent aujourd'hui la **voie d'évacuation la plus aisée** pour le gaz chypriote, les deux pays s'étant déjà accordés sur l'exportation du gaz issu du champ chypriote Aphrodite vers l'Egypte.

En novembre 2021, l'Egypte a signé un **protocole d'accord** avec la **Grèce**. Les deux pays prévoient ainsi **d'accroître leur collaboration et d'explorer conjointement** l'ensemble de la chaîne de valeur du GNL. Des rapprochements entre l'entreprise publique égyptienne EGAS et des importateurs grecs, dont *Public Gas Corporation of Greece*, visant à augmenter la quantité de gaz échangée sont en cours.

[Une stratégie d'optimisation des exportations, qui passe aussi par la reprise en main des contrats de vente](#)

Aujourd'hui, les ventes de GNL sont opérées soit par des opérateurs de marché spécialisés soit directement par les pétroliers (Total, ENI). Les prix de marché régissent la destination des exportations. Le **marché asiatique** est le **premier bénéficiaire** des exportations égyptiennes de GNL (à 63%), suivi par l'**Europe**³¹ (31%). A noter l'essor de la Turquie, qui a déjà importé plus de 1 million de tonnes de gaz en 2021 et la tendance s'accélère (déjà 7 cargos importés depuis octobre).

Infrastructures énergétiques en méditerranée orientale



Source : MEES

Antoine COSSON

Attaché sectoriel Infrastructures et Développement durable

antoine.cosson@dgtresor.gouv.fr

Sylvia MALINBAUM

Cheffe du pôle Infrastructures et Développement durable

sylvia.malinbaum@dgtresor.gouv.fr

³⁰ Le champ Leviathan découvert en 2010 à 130 km à l'ouest de Haïfa, contiendrait 535 Mds m³/an de gaz naturel.

³¹ Les autorités égyptiennes souhaitent augmenter leurs exportations vers l'Europe, alors que le contexte géopolitique (Russie) amène justement les pays européens à chercher de nouvelles routes d'approvisionnement.

POLITIQUES SECTORIELLES : Un secteur pétrolier égyptien en pleine mutation



Face au déclin naturel des puits existants et à l'insuffisance des investissements cette dernière décennie dans le secteur pétrolier, l'Égypte cherche à relancer les investissements privés. Le Caire qui a longtemps exporté du pétrole brut pour le réimporter sous forme de produits à plus grande valeur ajoutée, s'est engagé dans un ambitieux programme de modernisation de son outil industriel pétrochimique. Alors que l'Égypte s'apprête à accueillir la COP 27, le pays est conscient de la nécessaire décarbonation du secteur

Un secteur pétrolier égyptien en mauvaise forme mais qui reste attractif

Une production en baisse constante qui ne couvre pas les besoins domestiques...

L'Égypte dispose de **réserves prouvées de 3,1 Mds de barils de pétrole en 2020**, ce qui en fait un petit producteur à l'échelle mondiale avec seulement 0,2% des réserves prouvées et seulement **14 années de réserve au rythme de consommation actuel**. Cette situation s'explique principalement par la **baisse continue de la production** : après un pic en 1995 à 924 000 barils/jour, celle-ci diminue de près de moitié

depuis lors. En 2010, l'Égypte devient déficitaire. Le pays a produit 616 000 barils/j. en 2020, ce qui ne permet pas **de couvrir les besoins domestiques, estimés à 659 000 barils/j.** A l'inverse, la consommation a enregistré une **croissance annuelle moyenne de 1,4% sur la période 1995-2020**. Celle-ci poursuit toutefois une tendance baissière depuis 2017 – de près de 20%, qui s'explique par la suppression progressive³² des subventions aux carburants et par les politiques de substitution par le gaz³³. Ainsi, l'Égypte est importatrice nette³⁴ avec une dépendance aux importations du Golfe³⁵. Ses exportations sont majoritairement destinées à l'Asie et au bassin méditerranéen.

...que le gouvernement cherche à compenser en ayant recours au secteur privé

La **chute du prix du baril de pétrole enregistrée sur 2014-2016** a fortement pesé sur les investissements, entraînant une **production**, au plus bas depuis 10 ans. Après une nouvelle chute du cours du brut en 2020, le gouvernement souhaite aujourd'hui **relancer l'industrie pétrolière**. Le **ministère du Pétrole** multiplie les accords avec les « **majors** ». En décembre 2021, **Eni**³⁶ et **Apache** se sont ainsi engagés à investir dans l'exploration et la production à hauteur respectivement de 1 Md et 3,5 Mds USD, suivis plus récemment, par d'autres acteurs comme le canadien **Transglobe**, le britannique **Pharos Energy** ou le consortium égypto-américain **Capricorn/Cheiron**. Le gouvernement a également octroyé de nouvelles concessions : **24 blocs début 2022 - mais seuls 8 ont été attribués** dont 5 à Eni et un à BP, la transition énergétique en cours incitant les pétroliers à une plus grande sélectivité des projets. La découverte d'un **champ pétrolier de 100 millions de barils par l'Emirates National Oil Company début 2022**, dans le golfe de Suez, constitue un **résultat encourageant**.

³² Les autorités ont procédé à quatre augmentations des prix à la pompe entre juillet 2014 et juillet 2019.

³³ Cette politique de substitution repose sur l'objectif de conversion d'1,3 million de voitures diesel au gaz naturel de plus de 20 ans d'ici 2025 et, dans l'électrique, la mise en service des centrales à gaz combiné Siemens (14 GW) fin 2018 – qui a entraîné l'arrêt de certaines centrales au fuel.

³⁴ Respectivement 11 Mds et 7 Mds USD d'importations pour 8,1 Mds et 4,7 Mds USD d'exportations en 2019 et 2020.

³⁵ Près de 80% des importations sont d'origine saoudienne, koweïtienne et émiratie.

³⁶ Eni, qui opère depuis 1954 en Égypte, est un producteur majeur, avec une production actuelle d'environ 360 000 barils équivalent pétrole par jour. Le groupe a annoncé trois nouvelles découvertes dans les concessions dans le désert occidental en octobre 2021.

Une forte implication de l'armée dans le secteur

EGPC³⁷ est responsable des activités d'exploration et de production pétrolière au-dessus de la ligne de latitude 28° et **GANOPE** (*Ganope El Wadi Petroleum Holding Company*) en dessous³⁸. **Ce sont des contreparties incontournables pour les entreprises étrangères** qui doivent créer une co-entreprise avec EGPC ou GANOPE pour mener des activités d'exploration-production. **Ces dernières** possèdent également une majorité des parts dans différentes raffineries du pays.

L'implication de l'armée dans le secteur est par ailleurs importante, de manière visible par le *National Service Project Organisation* (NSPO) l'un des organes du ministère de la Défense (MoD), qui détient la *National Petroleum Cie of Exploration & Development*. Le NSPO gère aussi Wataniya et Chillout, deux sociétés de vente et distributions de produits pétroliers, qui détiennent 10% des stations-service égyptiennes. **Les sociétés qui sont gérées par le MoD bénéficient de nombreux avantages** (fiscaux, fonciers avec un accès gratuit à la terre, douaniers...).

Une relance qui passe par une modernisation et un verdissement du secteur

D'importants projets de raffinerie et de complexes pétrochimiques en développement

Le pays est **exportateur net de pétrole brut** mais **importateur net de produits pétroliers**. L'Egypte cherche de fait à accroître sa production de produits pétroliers à plus forte valeur ajoutée. Le pays a lancé **un programme de modernisation** et d'**extension de raffineries** en novembre 2016, qui vise à réduire la part de pétrole consommé non traité par les raffineries locales de **35% en 2016 à 5% en 2022**. Son financement, estimé à 8 Mds USD, reste incertain, les financeurs délaissant de plus en plus le secteur. Il augmente le risque souverain compte tenu de l'exposition, déjà forte, du secteur³⁹. Le pays ambitionne également d'augmenter ses **exportations de produits pétrochimiques**, par le lancement de nouveaux mégaprojets. Le projet de complexe pétrochimique de la mer Rouge en est emblématique : dès 2027, il vise la production de produits pétrochimiques à partir de brut saoudien destiné à son marché domestique et à l'export.

Principaux nouveaux projets pétrochimiques/raffineries en Egypte

Projet	Type	Localisation	Investissement	Principaux Actionnaires	EPC
Raffinerie – ERC (<i>Egyptian Refining Company</i>)	En opération (depuis 2019)	Le Caire	4,8 Mds USD	Qalaa Holdings ; EGPC ; Qatar Petroleum	GS Engineering & Construction ; Mitsui
Raffinerie de Midor	expansion	Alexandrie	2,3 Mds USD	EGPC (78%)	TechnipFMC
Raffinerie d'Assiout	expansion	Assiout	2,9 Mds USD	EGPC	TechnipFMC ; ENPPI
Complexe pétrochimique de la mer rouge	nouveauté	Ain Sokhna	7,5 Mds USD	EPGC	Bechtel
Complexe pétrochimique d'El Alamein	nouveauté	El Alamein	8-10,5 Mds USD	EGPC	/
Raffinerie de Suez	nouveauté	Suez	1,4 Mds USD	EGPC (100%)	ENPPI

Source : SE du Caire

³⁷ *Egyptian General Petroleum Corporation*, entité publique rattachée au ministère du Pétrole.

³⁸ GANOPE détient des parts dans 12 sociétés tandis qu'EGPC opère en tant que holding de 12 sociétés publiques et détient des participations dans 58

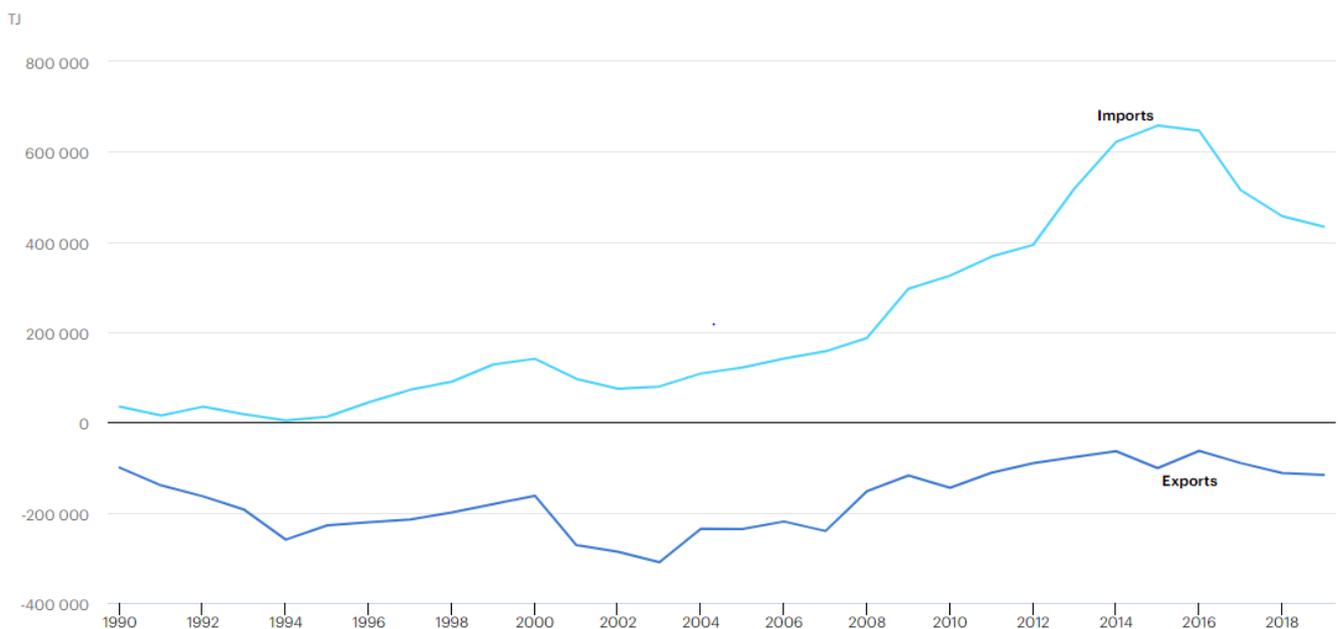
projets de co-entreprises, par l'intermédiaire desquelles elle gère ses activités en amont.

³⁹ Le montant de la dette publique garantie sur le secteur représenterait en 2019/20 18,4% du PIB dont près de 40% à EGPC.

Importations et exportations de pétrole brut en Égypte sur la période 1990-2019 (en térajoule)



Importations et exportations de produits pétroliers en Égypte sur la période 1990-2019 (en térajoule)



Source : Agence internationale de l'énergie (IEA)

Des premiers résultats sont perceptibles : le secteur pétrochimique affiche 11% de croissance sur la période 2015-2020 – avec des exportations atteignant 5,2 Mds USD en 2019.

[Pistes de décarbonation du secteur dans un contexte COP27](#)

Le secteur pétrolier et ses usages associés ont un **lourd impact sur l'environnement** en Egypte. Le sulfure rejeté par le parc automobile cause la mort de 6 000 personnes par an au Caire et à Alexandrie. Alors que l'Egypte s'apprête à accueillir la COP 27 en novembre 2022, **plusieurs outils d'atténuation sont d'ores et déjà mis en avant** par les autorités égyptiennes pour décarboner le secteur.

Les autorités égyptiennes soulignent notamment de nouvelles technologies comme le **CCUS** ⁴⁰, et collaborent déjà avec le japonais Toyota Tshusho et l'italien Eni sur des projets pilotes. Les transformations en cours dans le secteur font apparaître de **nouvelles opportunités pour nos entreprises**.

Importations et exportations de pétrole en Egypte (en millions USD)

Importations			
/	2019	2020	2020 (en %)
« Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes »			
Monde	2 909	3 807	100%
Arabie Saoudite	991	1 815	48%
Koweït	1 704	1 667	44%
Irak	131	323	8%
« Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux (hors brut) »			
Monde	5 993	1 643	100%
Koweït	427	302	18%
Arabie Saoudite	1 781	268	16%
Emirats Arabes Unis	462	243	15%
Exportations			
/	2019	2020	2020 (en %)
« Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes »			
Monde	1 940	1 197	100%
Inde	873	596	50%
Grèce	319	291	24%
Chine	119	180	15%
« Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux (hors brut) »			
Monde	4 593	2 901	100%
Malte	842	470	16,2%
Corée-du-Sud	54	327	11,3%
Italie	270	259	8,9%

Source : KPLER

Antoine COSSON

Attaché sectoriel Infrastructures et Développement durable

antoine.cosson@dgtresor.gov.fr

⁴⁰Carbon, Capture, Utilisation and Storage : captage, stockage, transport et valorisation du CO₂

BREVES ECONOMIQUES :

Le Service Economique Régional de Beyrouth publie chaque semaine des brèves économiques et financières concernant les pays de sa zone de compétence (pays du Levant, Egypte, Iran et Irak).

Pour les recevoir, vous pouvez contacter M. Julien VELUD : julien.velud@dgtresor.gouv.fr

1. L'Egypte enregistre une croissance de 9% au 1^{er} semestre de l'exercice budgétaire 2021/22

L'économie égyptienne a atteint un taux de croissance de 9% entre juillet et décembre 2021 contre 1,3% lors de l'exercice précédent à la même période, en glissement annuel a annoncé le Premier ministre Mostafa Madbouly. L'économie égyptienne a atteint un taux de croissance de 9,8% au 1^{er} trimestre (entre juillet et septembre 2021) constituant le taux de croissance trimestriel le plus élevé au cours des deux dernières décennies puis de 8,3% au deuxième trimestre. Cette hausse s'explique en partie par le fort effet de base du 1^{er} semestre 2020/21 lorsque l'économie avait progressé de 1,3% en raison des restrictions et des perturbations mondiales causées par la pandémie. Le Premier ministre a également révélé que le gouvernement a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour l'exercice 2021/22 à 6% (+0,4 point par rapport aux précédentes estimations).

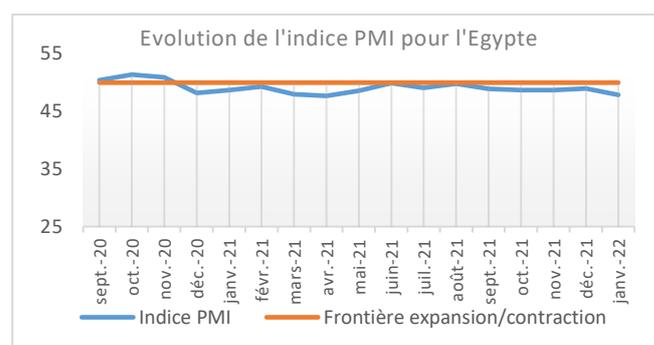
2. Excédent de la balance des paiements pour le 1^{er} trimestre de l'exercice 2021/22

La balance des paiements a enregistré un excédent de 311,4 M USD au 1^{er} trimestre 2021/22 (de juillet à septembre 2021), contre un déficit de 69,2 M USD au cours de la même période de l'année précédente. Cet excédent a été réalisé malgré l'augmentation du déficit de la balance courante, en hausse de 43% pour atteindre 4 Mds USD au cours du trimestre, contre 2,8 Mds USD un an plus tôt, principalement en raison de l'augmentation du déficit commercial non pétrolier de 26,1%, qui a atteint 11 Mds USD. Les recettes d'exportation s'élèvent à 8,9 Mds USD au cours de la période et les recettes du tourisme ont bondi à 2,8 Mds USD (+60% par rapport au trimestre précédent). Tandis que les importations se sont élevées à 19,9 Mds USD, soit une hausse de 34% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les entrées d'IDE ont augmenté de 3,7% par rapport à l'année précédente pour atteindre 1,7 Md USD.

3. L'activité du secteur manufacturier se contracte à un rythme plus rapide en janvier

Le Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'est établi à 47,9 au mois de janvier 2022 contre 49,0 en décembre, passant ainsi sous la barre des 50,0 qui sépare l'expansion de la contraction. L'évolution de l'indice témoigne d'une contraction de l'activité pour le quatorzième mois

consécutif. Le rapport a attribué cette détérioration en raison de la faiblesse de la demande et des pressions inflationnistes. Il s'agit de l'indice le plus faible depuis avril 2021, ce qui indique un solide déclin des conditions générales des affaires, indique le rapport. Les créations d'emplois ont continué de diminuer pour le troisième mois consécutif, la baisse de la demande entraînant une stabilité des arriérés et une réduction des charges de travail.



4. Modifications des lois sur la TVA et des droits de timbre sur certains produits et services

Le président Abdel Fattah El Sisi a ratifié les modifications apportées aux lois sur la TVA et le droit de timbre, ainsi que plusieurs autres textes législatifs, selon une annonce publiée au journal officiel. La nouvelle législation modifie le traitement fiscal d'une poignée de services et de produits. Les publicités à la télévision, à la radio, sur les panneaux d'affichage extérieurs et sur Internet seront soumises à une TVA de 14%, remplaçant le droit de timbre de 20% auquel elles étaient précédemment soumises ; et le droit de timbre sur la plupart des primes d'assurance sera augmenté de 1%. Les modifications introduisent également des exemptions de TVA sur les biens et services importés et exportés sur les projets de zones économiques afin d'attirer davantage d'investissements. Les recettes de TVA ont augmenté de 11,9% en glissement annuel au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2021/22 (juillet à décembre), pour atteindre 157,4 Mds EGP, selon le ministère des finances.

5. Les exportations égyptiennes non pétrolières atteignent un niveau record de 32,1 Mds USD en 2021

Les exportations égyptiennes non pétrolières ont enregistré des revenus record en 2021, rapportant 32,1 Mds USD contre

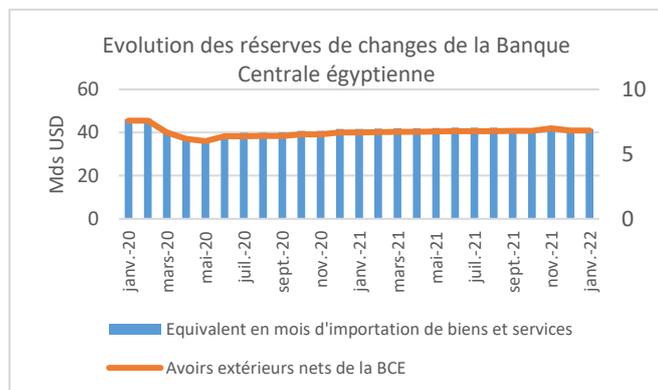
25,2 Mds USD en 2020, soit une hausse de 28%. Selon la ministre du Commerce et de l'Industrie, Nevine Gamea, cette hausse significative a été alimentée par l'augmentation de la demande mondiale pour les projets égyptiens et au soutien apporté par le gouvernement pour favoriser les exportations. La ministre a également souligné que le remboursement en espèces des arriérés des exportateurs a contribué au bond significatif des exportations totales de l'Égypte. Selon les chiffres du ministère du commerce, l'Union européenne est en tête des marchés qui ont accueilli les exportations égyptiennes en 2021, avec une valeur totale de 9,1 Mds USD, suivi par les États-Unis avec une valeur totale de 2,4 Mds USD. Les données du ministère ont également montré que les exportations égyptiennes vers les pays africains - à l'exclusion des pays arabes - ont également atteint 1,8 Md USD, contre 1,4 Md de dollars en 2020, soit une augmentation de 28%.

6. Maintien des taux directeurs de la Banque centrale

A l'issue du premier comité de politique monétaire de l'année, la Banque centrale a décidé de maintenir ses taux directeurs, pour la dixième fois consécutive. Le taux de rémunération des dépôts, le taux de refinancement et le taux marginal sont maintenus respectivement à 8,25%, 9,25% et 8,75%. Le comité estime en effet que la politique monétaire actuelle demeure appropriée pour atteindre l'objectif cible en matière de contrôle de l'inflation fixé par la Banque centrale à 7% ($\pm 2\%$).

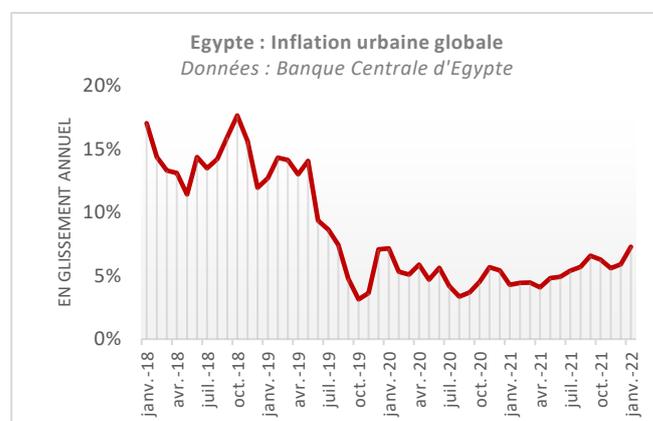
7. Augmentation des réserves de la Banque centrale au mois de janvier 2022

La Banque centrale a déclaré que les réserves ont augmenté pour atteindre 40,980 Mds EGP en janvier 2022, contre 40,934 Mds EGP en décembre, soit une augmentation de 46 MEGP. La CBE a révélé que la valeur des devises étrangères incluses dans la réserve a également augmenté à 34,141 Mds USD en janvier, contre 34,056 Mds USD en décembre. Les réserves de l'Égypte sont constituées de devises étrangères, notamment le dollar américain, l'euro, la livre sterling, le yen japonais, l'or, les unités de droits de tirage spéciaux et les prêts du Fonds monétaire international.



8. Hausse de l'inflation au mois de janvier, taux le plus élevé depuis août 2019

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques Capmas, l'inflation urbaine enregistre une hausse de 7,3% en glissement annuel sur le mois de janvier, contre 5,9% en décembre enregistrant son taux le plus élevé depuis août 2019. La hausse des prix des aliments et boissons, qui constitue la composante la plus importante du panier de biens, s'est élevée à 12,4% en glissement annuel. L'inflation demeure ainsi dans la fourchette inférieure de l'objectif cible de la Banque centrale fixé à 7% ($\pm 2\%$).



9. Adoption obligatoire à partir de mars des paiements par lettre de crédit sur les importations égyptiennes

La Banque centrale a demandé aux banques de commencer à n'accepter que les lettres de crédit pour l'importation de marchandises en Égypte à partir du 1er mars. La remise documentaire utilisée jusqu'à présent ne sera plus acceptée par les banques. La Banque centrale a précisé que les entreprises étrangères et leurs filiales ne sont pas concernées par la nouvelle décision. Les banques sont autorisées à accepter des factures pour des marchandises qui avaient déjà été expédiées avant la publication de la décision datée du 13 février.

10. Ratification par le président de la loi sur les technologies financières et le budget unifié

Le président Abdel Fattah El Sisi a ratifié la loi sur les technologies financières qui fait de l'Autorité de régulation financière (FRA) la seule entité chargée d'octroyer des licences et de réglementer les entreprises fintech. Elle fixe également des normes de transparence et de gouvernance et protège les droits des consommateurs. Le président a également signé la loi sur le budget unifié, qui exige du gouvernement une plus grande transparence dans la planification des finances publiques, le contraignant à présenter une stratégie budgétaire et fiscale annuelle à moyen terme à la Chambre des représentants et à fixer des limites de dépenses pour chaque ministère.

INDICATEURS

	Egypte			Afrique du Nord et Moyen-Orient	
PIB nominal	404 Mds USD (2021)			3 036 Mds USD (2020)	
Dont :					
Services	56,6 %			56,3 %	
Industrie	31,8 %			35,5 %	
Agriculture	11,5 %			8 %	
PIB / Habitant (2020)	3 982 USD			6 536 USD	
Taux de croissance	2020 ¹	2021 (prev.) ¹	2022 (prev.) ¹	2020	2021 (prev.)
	3,6 %	3,3 %	5,4 %	-3,8 %	2,8 %
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-7,9 %	-7,5 %	-7,2 %	-9,9 %	-5,2 %
Excédent primaire	1,8 %	1,4 %	1,8 %	-7,3 %	-2,8 %
Solde courant (en % du PIB)	-3,1 %	-3,9 %	-3,7 %	-1,5 %	2 %
Taux d'inflation (% annuel)	5,7 %	4,5 %	6,3 %	10,5 %	12,7 %
Dette publique (en % du PIB)	89,8 %	91,4 %	89,5 %	52,6 %	48,4 %
Dette externe (2021, en % du PIB)	34,7 %			--	
Taux de chômage (2020)	7,3 %			10,6 %	

Sources : Ministère des Finances (MOF), Banque Mondiale, Banque centrale (CBE), FMI, Calcul SE Le Caire

Indicateurs trimestriels	Jan.-Mars 2020	Avril-Juin 2020	Juil.-Sept. 2020	Oct.-Déc. 2020	Jan.-Mars 2021	Avril-Juin 2021	Juil.-Sept. 2021
Taux de croissance réel du PIB (y/y) aux prix du marché en %	5	-1,7	0,7	2	2,9	7,7	9,8
Comptes externes en Mds USD	Solde commercial	-9,4	-8,4	-8,6	-10,6	-11,4	-11,1
	<i>dont hydrocarbures</i>	0	0,4	0,1	-0,2	0,1	-0,1
	Balance des services	2,1	0,6	0,8	1	1,3	1,9
	<i>Revenus du tourisme</i>	2,3	0,3	0,8	1	1,3	1,7
	<i>Revenus du canal de Suez</i>	1,4	1,3	1,4	1,5	1,45	1,56
	Transferts privés (nets)	7,8	6,2	7,9	7,1	7,8	8
	Compte courant	-2,8	-3,8	-2,8	-4,9	-5,7	-5,1
	Compte de capital et financier	-1,1	1,3	3,9	5,2	8	6,3
	<i>dont flux nets d'IDE</i>	1	1,5	1,6	1,7	1,4	0,4
	<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	-8,2	0,6	6,7	3,5	5,8	2,7
	Balance des paiements	-5,5	-3,5	-0,1	1,5	0,3	0,1

¹ Les données correspondent au calendrier fiscal (du 1^{er} juillet N au 30 juin N+1).

Indicateurs mensuels 2020/2021		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
Inflation (y/y) en %	IPC urbain	5,4	5,7	6,6	6,3	5,6	5,9	7,3
	Inflation sous-jacente	4,6	4,5	4,8	5,2	5,8	6	6,3
Taux d'intérêts (corridor BCE) en %	Taux de rémunération des dépôts	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25
	Taux de refinancement	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25
Taux de change <i>moyenne mensuelle, cours médian</i>	LE pour 1EUR	18,55	18,48	18,5	18,22	17,93	17,76	17,8
	LE pour 1USD	15,69	15,7	15,71	15,71	15,72	15,72	15,72
Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois		40,6	40,7	40,8	40,9	40,9	40,9	41

Notation de la dette souveraine <i>Note de long-terme en monnaie étrangère, perspective et date de la dernière modification</i>	Standard & Poor's	BB	09/05/2021	stable
	Fitch	B+	20/10/2021	stable
	Moody's	B2	16/09/2021	stable

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Rédacteurs : Michel Oldenburg, Anaïs Boitière, Sylvia Malinbaum, Mohamed Amin Boumahdi, Antoine Cosson

Pour s'abonner : mohamed.boumahdi@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique du Caire s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.